

Vincent Orif

Maître de conférences en Droit privé



Expérience

Depuis 2017

Maître de conférences • Université Sorbonne Paris Nord (Paris 13) • IUT de Villetaneuse • Département Carrières Juridiques

2013–2017

Maître de conférences • Université Caen Normandie • IUT de Caen • Département Techniques de Commercialisation

2012–2013

Chargé d'enseignement • Faculté Libre de Droit

2009–2012

ATER • Université Paris 13 Nord • UFR Droit Sciences Politiques et Sociales

Formation

Université Paris Nanterre (2010)

- Docteur en droit, Mention très honorable avec, à l'unanimité, les félicitations du jury. Le jury a décidé de proposer la thèse à un prix de thèse et à une subvention pour la publication qui est autorisée en l'état.
- Prix de thèse de l'association française de droit du travail
- Subvention de l'école doctorale de Droit et de Science Politique de l'université Paris Ouest Nanterre la Défense

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2004)

- DEA de Théorie et Pratique du Procès • Mention Assez Bien

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, (2003)

- Maîtrise de Carrières Judiciaires et Sciences Criminelles • Mention Assez Bien

Enseignements

Depuis septembre 2022

- Cours de contentieux social (USPN – Faculté de Droit – Master 2 Droit parcours Contentieux, Master 2 Droit parcours Droit Social et Relations Sociales dans l'Entreprise, Master 2 Droit parcours Droit Social et Relations Sociales dans l'Entreprise)
- Cours d'organisation judiciaire (IUT USPN Villetaneuse – BUT CJ 1^{ère} année – Formation en apprentissage)

Depuis septembre 2021

- Cours d'organisation judiciaire (IUT USPN Villetaneuse – BUT CJ 1^{ère} année – Formation initiale)




Université Paris 13
99 Avenue Jean-Baptiste
Clément, 93430 Villetaneuse



vincent.orif@univ-paris13.fr



<https://iutv.univ-paris13.fr/>

- 
- Encadrement de la SAé 1.02 Conseiller et de la SAé 1.04 Rédiger IUT USPN Villetaneuse – BUT CJ 1^{ère} année – Formation initiale. Elaboration des sujets, séance d’encadrement et correction. Conformément à la réforme du BUT, il convient d’adopter une approche transversale impliquant l’étude de dossiers combinant notamment le droit de la famille, le droit des personnes, l’organisation judiciaire, l’introduction du droit ainsi que l’expression et la communication).

Depuis septembre 2019

- Cours de contentieux social (Faculté de Droit de Tours – Master 1 Droit de l’entreprise parcours droit social)

Depuis septembre 2018

- Cours de droit des contrats bancaires (IUT USPN Villetaneuse – Licence professionnelle Assurance, Banque, Finance – Chargé de clientèle particuliers)
- Cours de contentieux social (Faculté de droit de l’université de Caen Normandie – Master 2 DJCE)

2018-2022

- Cours de contrats spéciaux (IUT USPN Villetaneuse – DUT CJ 2^{ème} année – Formation initiale)

2017-2022

- Cours-TD d’Introduction au droit (IUT USPN Villetaneuse – DUT CJ 1^{ère} année – Formation en apprentissage)
- Cours de contentieux social lié aux obligations de santé et de sécurité de l’employeur (IUT USPN Saint-Denis – DUT HSE 2^{ème} année – Module Procès)

2019-2021

- Cour de droit processuel (IUT USPN Villetaneuse – DUT CJ 1^{ère} année – Formation initiale)

2017-2019

- Cours-TD de contrats spéciaux (IUT USPN Villetaneuse – DUT CJ Formation continue)
- Cours de droit civil et droit commercial (IUT USPN Villetaneuse – Licence professionnelle Assurance, Banque, Finance – Chargé de clientèle particuliers)

2015-2019


- Cours de contentieux du travail (Faculté de Droit de Tours – Master 2 Juriste d’entreprise et Faculté de Droit de Caen – Master 2 DJCE)

2015-2017

- Travaux dirigés de droit du travail – Relations individuelles (Faculté de Droit de Caen - Licence de droit 3^{ème} année)
- Travaux dirigés en droit du travail – Relations collectives (Faculté de Droit de Caen - Licence de droit 3^{ème} année)

2014-2017

- Cours de droit de l’entreprise (IUT de Caen – DUT TC 2^{ème} année)
- Cours de droit du travail (IUT de Caen – DUT TC 2^{ème} année)

- 
- Travaux dirigés de droit de l'entreprise (IUT de Caen - DUT TC 2^{ème} année)
 - Travaux dirigés de droit du travail (IUT de Caen – DUT TC 2^{ème} année)

2014-2015

- Travaux dirigés de droit des contrats (Faculté de Droit de Caen – Licence de droit 2^{ème} année)
- Travaux dirigés en droit de la responsabilité civile (Faculté de Droit de Caen – Licence de droit 2^{ème} année)

2013-2014

- Cours de droit civil et de la consommation (IUT de Caen – DUT TC 2^{ème} année)
- Travaux dirigés de droit civil et de la consommation (IUT de Caen - DUT TC 1^{ère} et 2^{ème} année)
- Travaux dirigés de droit des contrats (Faculté de Droit de Caen - Licence AES 1^{ère} année)
- Travaux dirigés en droit de la responsabilité civile (Faculté de Droit de Caen - Licence AES 1^{ère} année)

2012-2013

- Travaux dirigés d'introduction (Faculté Libre de droit – Licence de droit 1^{ère} année)
- Cours d'institutions judiciaires (Université Paris 13 Villetaneuse – Faculté de Droit – Licence droit 1^{ère} année)

2010-2012

A.T.E.R à l'Université Paris Nord (Paris 13 Villetaneuse)

- Cours de Procédure civile (Faculté de Droit – Capacité 2^{ème} année)
- Travaux dirigés de procédure civile (Faculté de Droit – Master 1)

2009-2012

A.T.E.R à l'Université Paris Nord (Paris 13 Villetaneuse)

- Cours de Droit social (Faculté de Droit – Capacité 2^{ème} année)

2009-2010

A.T.E.R à l'Université Paris Nord (Paris 13-Villetaneuse)

Travaux dirigés d'institutions judiciaires (Faculté de Droit – Licence 3^{ème} année)

2005-2009

Chargé de travaux dirigés à l'Université Paris Ouest - Nanterre – La Défense (Paris X)

Droit des obligations (Faculté de Droit – Licence 2^{ème} année)

Droit de la responsabilité civile (Faculté de Droit – Licence 2^{ème} année).

2005-2006

Chargé de travaux dirigés à l'Université Paris I - Panthéon-Sorbonne


Introduction au Droit (Faculté de Droit – Licence 1^{ère} année)

Droit de la famille (Faculté de Droit – Licence 1^{ère} année).

Responsabilités administratives et pédagogiques

Depuis 2021

Membre élu du comité d'experts de la section 01



Vice-président du comité

Depuis 2019

Membre élu du Conseil d'Institut • Université Sorbonne Paris Nord (Paris 13) • IUT USPN Villetaneuse

Depuis 2017

Responsable pédagogique de la Licence Professionnelle Assurance, Banque, Finance, Mention Chargé de clientèle particuliers ; Parcours conseiller bancaire option gestion patrimoniale et crédits aux particuliers • Université Sorbonne Paris Nord • IUT USPN Villetaneuse • Département carrières juridiques

2017-2022

Membre élu du Conseil de département • IUT USPN Villetaneuse • Département carrières juridiques • Université Sorbonne Paris Nord

2015-2017

Responsable pédagogique de la Licence Professionnelle Gestion et Mise en Valeur des Sites Touristiques et Culturels • Université de Caen Normandie • IUT de Caen • Département techniques de commercialisation

2014-2016

Membre élu du Conseil de département • IUT de Caen • Département techniques de commercialisation • Université de Caen Normandie

2012

Représentant des membres non-permanents de l'IRDA • Université Paris 13 Nord

Thèmes de recherches

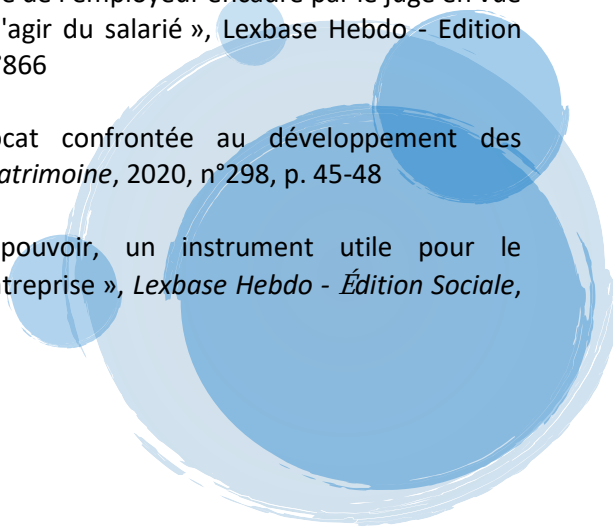
Droit judiciaire privé • Contentieux social • Institutions juridictionnelles
• Droit du travail

Publications

Thèse

- *La règle de l'unicité de l'instance*, L.G.D.J., Bibliothèque de droit social, Tome 56, 2012, préface S. AMRANI-MEKKI

Études

- « Le pouvoir disciplinaire de l'employeur encadré par le juge en vue de préserver le droit d'agir du salarié », *Lexbase Hebdo - Edition Sociale*, 27 mai 2021, n°866
 - « La profession d'avocat confrontée au développement des LegalTechs », *Droit et Patrimoine*, 2020, n°298, p. 45-48
 - « La délégation de pouvoir, un instrument utile pour le fonctionnement de l'entreprise », *Lexbase Hebdo - Édition Sociale*, 2019, n°787
- 




- « La rupture conventionnelle individuelle du contrat de travail : un bilan globalement positif », *Lexbase Hebdo - Édition Sociale*, 2019, n°775
- « Concentration et évolution du litige en matière prud'homale depuis l'abrogation de la règle de l'unicité de l'instance », *Dr. ouvr.*, 2019, n°847, p. 75-85
- « Les implications de l'indépendance relative entre le contentieux social et le contentieux pénal », *RDT*, 2018, n°6, p. 420-424
- « La réforme sans fin de la procédure prud'homale », note sous décret numéro 2017-1008 du 10 mai 2017, *Gaz. Pal.*, 2017, n°28, p. 42-45
- « Les nouveaux blocs de compétences », *Dr. soc.*, 2017, n°7-8, p. 618-623
- « L'élaboration dans la loi J21 d'un modèle général d'action de groupe : un essai à transformer », note sous Loi numéro 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle », *Gaz. Pal.* 2017, n°5, p. 80-86
- « L'appel prud'homal en pleine effervescence », *Dr. ouvr.* 2017, n°822, p. 14-32
- « Le rapprochement entre la procédure prud'homale et le droit commun procédural », *Gaz. Pal.* 2016, n°29, p. 47-51
- « Vers la nomination des conseillers prud'hommes et au-delà », *Lexbase Hebdo - Édition Sociale*, 2016, n°652
- « Quels commandements pour la nouvelle procédure prud'homale ? », *Dr. soc.* 2015, n°10, p. 819-825
- « Loi "Macron" : dispositions relatives à la justice prud'homale (article 258) - première partie », *Lexbase Hebdo - Édition Sociale*, 2015, n°623
- « Loi "Macron" : dispositions relatives à la justice prud'homale (article 258) - seconde partie », *Lexbase Hebdo - Édition Sociale*, 2015, n°623
- « Rémunération et performance : les pouvoirs limités de l'employeur », *CSB*, 2014, n° 264, p. 377-379
- « La perte d'une chance en droit de la responsabilité civile », *RRJ*, 2012-2, p. 241 – 257
- « La règle de l'unicité de l'instance à l'épreuve du projet de réforme de la procédure orale », *RDT*, oct. 2010, p. 594-599

Notes sous arrêts




- « Clause de médiation : la chambre sociale de la Cour de cassation fait cavalier seul », note sous Cass. soc., 14 juin 2022, avis, n°22-70.004, *Gaz. Pal.* 2022, n°34, p. 37-39
- « Demande d'aide juridictionnelle : interruption de la prescription sur interruption de la prescription ne vaut », note sous Cass. soc., 12 juill. 2022, n°21-15.091, *Gaz. Pal.* 2022, n°34, p. 41-43
- « La soumission au délai de prescription de droit commun de la demande en justice ayant pour objet la qualification du contrat de travail », note Cass. soc., 11 mai 2022, n° 20-18.084, *BJT* 2022, n°10, p. 29-30
- « Le juge civil tenu par l'appréciation du juge pénal concernant l'authenticité de la lettre d'engagement », note sous Cass. soc., 9 juin 2022, n° 21-10.628, *BJT* 2022, n°10, p. 33-34
- « Le défaut de paiement des heures de délégation constitue un trouble manifestement illicite autorisant la saisine de la formation de référé », note sous Cass. soc., 1^{er} juin 2022, n°20-16.836, *BJT* 2022, n°10, p. 35-37
- « Une accalmie au milieu des turbulences de la procédure d'appel : l'appréciation souple de la cause étrangère », note sous Cass. 2^e civ., 19 mai 2022, n°21-10.423, *BJT* 2022, n°10, p. 37-39
- « Appel contre un jugement sur la compétence : l'unicité de l'appel écartée », note sous Cass. 2^e civ., 19 mai 2022, n° 21-10.422, *JCP G*, 2022, n°29-33, p. 1453-1456
- « Application dans le temps des règles relatives à la saisine d'une cour d'appel de renvoi », note sous Cass. soc., 6 avr. 2022, n°s21-10.923 à 21-10.929, *Gaz. Pal.* 2022, n°25, p. 55-56
- « L'importance de la notion de "mêmes fins" pour déterminer la recevabilité d'une demande nouvelle dans un litige prud'homal », note sous Cass. soc., 1^{er} déc. 2021, n°20-13.339, *Gaz. Pal.*, 2022, n°14, p. 55-56
- « L'application de la procédure à jour fixe en cas d'appel formé contre un jugement prud'homal ne statuant que sur la compétence », note sous Cass. 2^e civ., 16 déc. 2021, n°20-12.000, *Gaz. Pal.*, 2022, n°14, p. 57-58
- « L'admissible remise au greffe des conclusions de l'appelant par le mandataire du défenseur syndical », note sous Cass. soc., 02 févr. 2022, n° 19-21.810, *BJT*, 2022, n°3, p. 31-32
- « Absence d'acquiescement au jugement en cas d'exécution d'un jugement assorti de l'exécution provisoire », note sous Cass. soc., 26 janv. 2022, n° 20-17.450, *BJT*, 2022, n°3, p. 29-31
- « Application dans le temps de l'abrogation de la règle de l'unicité



de l'instance », note sous Cass. soc., 29 sept. 2021, n° 20-10.634, *BJT*, 2022, n°3, p. 26-28

- « L'ouverture à toute organisation syndicale de la possibilité de proposer des listes désignant des défenseurs syndicaux », note sous Cons. const., 14 sept. 2022, décision n°2021-928 QPC, *Gaz. Pal.*, 2022, n°2, p. 43-45
- « Pas de caducité d'une déclaration d'appel en cas de notification des conclusions par un défenseur syndical à une société d'avocats », note sous Cass. soc., 20 oct. 2021, n°19-24.483, *Gaz. Pal.*, 2022, n°2, p. 61-62
- « L'identification de la prescription ne dépend pas du fondement mais de la nature de l'objet de la demande », note sous Cass. soc., 23 juin 2021, n°18-24.810, *Gaz. Pal.*, 2021, n°38, p. 47
- « Irrecevabilité d'une preuve résultant d'une surveillance constante du salarié », note sous Cass. soc., 23 juin 2021, n°19-13.856, *Gaz. Pal.*, 2021, n°38, p. 56-57
- « La protection de la liberté de témoigner du lanceur d'alerte issue de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme », Cass. soc., 7 juill. 2021, n°19-25.754, *Gaz. Pal.*, 2021, n°38, p. 57-59
- « Médiation judiciaire et délai pour conclure de l'appelant : un cocktail explosif », note sous Cass. 2^e civ., 20 mai 2021, n° 20-13.912, *BJT*, 2021, n°9, p. 37
- « L'impossibilité, pour un défenseur syndical, de se représenter seul en appel », note sous Cass. soc., 17 mars 2021, n°19-21.349, *Gaz. Pal.*, 2021, n°27, p. 46-48
- « Application dans le temps des nouvelles règles de la péremption en matière pru'homale », note sous Cass. soc., avis, 14 avr. 2021, n°21-70.005, *Gaz. Pal.*, 2021, n°27, p. 50-51
- « L'impartialité indubitable d'une juridiction fixant à une même audience plusieurs affaires », note sous Cass. 2^e civ., 25 mars 2021, n° 19-23.142, *JCP G*, 2021, n°24, p. 1135-1138
- « Un syndicat dispose de la qualité pour agir lorsqu'il invoque la violation des dispositions relatives à l'interdiction de toute discrimination syndicale », note sous Cass. soc., 13 janv. 2021, n°19-17.182, *Gaz. Pal.*, 2021, n°16, p. 55-56
- « Harcèlement moral : rappel de la méthode à suivre concernant la charge de la preuve et l'office du juge » ; note sous Cass. soc., 9 déc. 2020, n°19-13.470, *Gaz. Pal.*, 2021, n°16, p. 69-70
- « L'excès de pouvoir d'un conseil de prud'hommes rétractant un jugement de caducité intervenu après un débat contradictoire » ;



note sous Cass. 2^e civ., 10 déc. 2020, n°19-20.051, *Gaz. Pal.*, 2021, n°16, p. 74-75

- « L'appréciation souple de la notion de tiers saisi établi en France permettant d'exécuter des jugements prud'homaux au profit d'un ancien salarié d'ambassade », note sous Cass. 2^e civ., 10 déc. 2020, n°18-17937, *BJT*, 2021, n°2, p. 46-49
- « Encore et toujours la répartition de compétence entre le juge judiciaire et le juge administratif en matière de PSE », note sous Cass. soc., 30 sept. 2020, n° 19-13.714, *BJT*, 2021, n°2, p. 40-43
- « Violation du principe du contradictoire par le juge chargé de contrôler une mesure d'instruction *in futurum* », note sous Cass. civ. 2, 10 déc. 2020, n° 18-18.504, *BJT*, 2021, n°2, p. 44-45
- « Les implications de la représentation en justice d'un employeur en tutelle », note sous Cass. soc., 18 nov. 2020, n°18-19.209, *Gaz. Pal.*, 2021, n° 4, p. 65-66
- « Interpréter n'est pas juger », note sous Cass. 2^e civ., 22 oct. 2020, n°19-16.895, *Gaz. Pal.*, 2021, n° 4, p. 73-74
- « L'indispensable régularisation expresse de la notification irrégulière d'un jugement », note sous Cass. 2^e civ., 17 sept. 2020, n°19-17.360, *Gaz. Pal.*, 2021, n° 4, p. 74-75
- « L'office du juge judiciaire concernant la remise de dette d'un organisme de sécurité sociale », note sous Cass. 2^e civ., 28 mai 2020, n°18-26.512, *Gaz. Pal.*, 2020, n°38, p. 59
- « Litiges liés aux risques psychosociaux en relation avec un plan de sauvegarde de l'emploi : clarification de la répartition des compétences », note sous Trib. Confl. 8 juin 2020, n° C4189, *Gaz. Pal.*, 2020, n°38, p. 50-51
- « Application dans le temps de l'abrogation de l'article R. 1452-7 du Code du travail », note sous Cass. soc., 1^{er} juill. 2020, n°18-24.180, *Gaz. Pal.*, 2020, n°38, p. 48
- « Le juge prud'homal peut caractériser des faits de harcèlement sexuel par l'employeur, même en cas de relaxe par le juge pénal », note sous Cass. soc., 25 mars 2020, n°18-23.682, *Gaz. Pal.*, 2020, n°27, p. 76-77
- « L'illicéité de la preuve en raison du défaut d'information et de consultation du comité d'entreprise », note sous Cass. soc., 11 déc. 2019, n°18-11.792, *Gaz. Pal.*, 2020, n°27, p. 68-70
- « Le formalisme souple de l'action de substitution exercée par un syndicat visant l'application d'une convention collective », note sous Cass. soc., 8 janv. 2020, n°18-21.699, *Gaz. Pal.*, 2020, n°27, p. 57-58



- « Les implications de la qualification de frais irrépétibles pour la prise en charge des frais de déplacement afin de se rendre à une expertise médicale ordonnée par le juge », note sous Cass. soc. 4 mars 2020, n°18-24.405, *BJT*, 2020, n°7, p. 29-30
- « Poursuite de la construction impressionniste de la jurisprudence en matière de prescription en cas de requalification du contrat de travail », note sous Cass. soc., 29 janv. 2020, n°18-15.359, *BJT*, 2020, n°7, p. 26-29
- « Renvoi devant le Conseil constitutionnel d'une QPC concernant le périmètre d'intervention géographique des défenseurs syndicaux », note sous Cass. soc., 18 déc. 2019, n°19-400.32, *Gaz. Pal.*, 2020, n°16, p. 48
- « L'effet relatif de la tierce-opposition appliqué aux sommes garanties par l'AGS », note sous Cass. soc., 27 nov. 2019, n°18-10.929, *Gaz. Pal.*, 2020, n°4, p. 61
- « La bienveillance de la Cour de cassation concernant le point de départ du délai pour conclure en cas de régularisation d'une déclaration d'appel affectée d'un vice », note sous Cass. soc., 14 nov. 2019, n°18-23.631, *BJT* 2020, n°1, p. 36-37
- « La singularité persistante des clauses de conciliation dans les contrats de travail », note sous Cass. soc., 14 nov. 2019, n°18-11.125, *BJT* 2020, n°1, p. 34-35
- « Dans le silence du jugement, une saisie-attribution ne peut concerner que les paiements des sommes brutes dues au salarié », note sous Cass. soc., 3 juill. 2019, n°18-12.149, *Gaz. Pal.*, 2019, n°38, p. 70-72
- « Irrecevabilité de la déclaration d'appel établie et signée par le salarié », note sous Cass. soc., 10 juillet 2019, n°18-10.737, *Gaz. Pal.*, 2019, n°38, p. 63-64
- « L'irrecevabilité des preuves ne respectant pas les normes de la CNIL » ; note sous Cass. soc., 27 mars 2019, n°17-31.715, *Gaz. Pal.*, 2019, n°27, p. 49-50
- « Nouveaux enseignements pour le juge et les parties en matière de liquidation de l'astreinte » ; note sous Cass. 2^e civ., 6 juin 2019, n°18-15.311 ; *JCP G*, 2019, n°29, p. 1408-1411
- « La survie de la procédure d'appel sans représentation obligatoire en cas de poursuite d'un recours en révision devant une Cour d'appel de renvoi » ; obs. Cass. 2^e civ., 27 juin 2019, N°18-12.615 ; *JCP G*, 2019, n°29, p. 1407
- « Le contrôle précis du décret numéro 2016-660 du 20 mai 2016 par le Conseil d'État » ; note sous CE, 6^e et 5^e ch. réu., 30 janv. 2019, n°401681, *Gaz. Pal.*, 2019, n°16, p. 54-59



- « Les conséquences logiques d'une confusion illogique », Obs. sous Cass. 2e civ., 21 mars 2019, n° 17-10.663, *JCP G*, 2019, n°15, p. 696
- « Une contestation contre une saisie des rémunérations peut être formée après l'acte de saisie », obs. sous Cass. 2e civ., 31 janv. 2019, n° 17-31.234, *JCP G*, 2019, n°8, p. 353
- « Le maintien de la compétence du juge judiciaire en matière de prestations services au titre du régime d'assurance chômage », note sous Cass. soc., 18 oct. 2018, n°18-70.009, *Gaz. Pal.*, 2019, n°4, p. 61-62
- « Le renforcement de la protection du droit d'agir en justice contre le licenciement », note sous Cass. soc., 21 nov. 2018, n°17-11.122, *Gaz. Pal.*, 2019, n°4, p. 59-61
- « Les modes de transmissions précis de la déclaration d'appel en matière prud'homale », note sous Cass. 2e civ., 6 sept. 2018, n°17-18.728, *Gaz. Pal.*, 2018, n°41, p. 75-76
- « L'indispensable évolution du litige en cas de demande d'intervention forcée en appel », note sous Cass. soc., 4 juill. 2018, n°16-29.051, *Gaz. Pal.*, 2018, n°41, p. 71-73
- « Revirement de jurisprudence concernant le délai de prescription en vue de la contestation d'un licenciement pour motif économique » ; note sous Cass. soc., 20 sept. 2018, n°s 17-11.546, 17-11.547, 17-11.549 et 17-11.553, *Gaz. Pal.*, 2018, n°41, page(s) 52-54
- « L'exercice immédiat des voies de recours en cas d'excès de pouvoir du bureau de conciliation et d'orientation refusant de constater un désistement » ; note sous Cass. soc., 11 avril 2018, n°16-14.853, *Gaz. Pal.*, 2018, n°28, p. 61-62
- « Clarification de la répartition des contentieux entre le juge prud'homal et le juge de la sécurité sociale », note sous Cass. soc., 3 mai 2018, n°16-26.850, *Gaz. Pal.*, 2018, n°28, p. 55-57
- « La compétence du juge administratif pour apprécier la validité d'une rupture conventionnelle signée par un salarié protégé » ; note sous Cass. soc., 20 déc. 2017, n°16-14.880, *Gaz. Pal.*, n°17, p. 66-67
- « Une notification erronée concernant la juridiction compétente ne fait pas courir le délai de forclusion », note sous Cass. 2e civ., 25 janv. 2018, n°17-10.401, *Gaz. Pal.*, 2018, n°17, p. 60-62
- « La notification de l'arrêt de cassation à une première partie fait courir le délai pour saisir la cour d'appel de renvoi », note sous Cass. soc., 5 oct. 2017, n°15-14.793, *Gaz. Pal.*, 2018, n°5, p. 61-62
- « La nécessaire preuve par l'employeur du respect du droit aux congés payés annuels du salarié » ; note sous Cass. soc., 21 sept.




2017, n°16-18.898, *Gaz. Pal.*, 2018, n°5, p. 47-48

- « Le mode désignation des défenseurs syndicaux est conforme aux droits et libertés garantis par la Constitution » ; note sous Cass. soc., 20 sept. 2017, n°17-40.047, *Gaz. Pal.*, 2018, n°5, p. 43-44
- « L'incidence de la qualification du contrat d'un enseignement sur la compétence du juge prud'homal » ; note sous Cass. soc., 21 sept. 2017, n°16-21.139, *Gaz. Pal.*, 2018, n°5, p. 42-43
- « Décision reconnaissant l'existence d'un contrat de travail : tierce opposition ouverte au dirigeant poursuivi pour insuffisance d'actif » ; note sous Cass. soc., 17 mai 2017, n°14-28.820, *Gaz. Pal.*, 2017, n°37, p. 71-72
- « Seule une partie à un jugement prud'homal a la qualité pour interjeter appel contre ce jugement » ; note sous Cass. soc., 29 juin 2017, n°15-24.836, *Gaz. Pal.*, 2017, n°37, p. 67
- « La possible production en justice de courriers électroniques issus d'une messagerie professionnelle en l'absence de déclaration à la CNIL » ; note sous Cass. soc., 1er juin 2017, n°15-23.522, *Gaz. Pal.*, 2017, n°37, p. 63
- « La portée restreinte d'une solution classique de la procédure orale », note sous Cass. soc., 21 sept. 2017, n°16-20.104, *JCP G*, 2017, n°42, p. 1887-1890
- « La consécration de l'obligation de discrétion du défenseur syndical » ; note sous Cons. Constit., 7 avr. 2017, décision n°2017-623, QPC, *Gaz. Pal.*, 2017, n°28, p.48-49
- « Il ne faut pas confondre la formation de référé et le bureau de jugement qui statue en la forme des référés » ; note sous Cass. soc., 8 déc. 2016, n°15-19.439, *Gaz. Pal.*, 2017, n°17, p.74-76
- « Le droit à la preuve d'un syndicat peut justifier la production d'éléments portant atteinte à la vie personnelle des salariés » ; note sous Cass. soc., 9 nov. 2016, n°15-10.203, *Gaz. Pal.*, 2017, n°17, p. 66-69
- « La possible saisine sur requête du président du tribunal de grande instance pour solliciter la production de pièces par l'employeur » ; note sous Cass. soc., 18 janv. 2017, n°15-18.271, *Gaz. Pal.*, 2017, n°17, p. 62-64
- « Le juge prud'homal peut trancher une demande de réparation d'un préjudice résultant d'une collusion d'intérêts entre avocats initiée par l'employeur » ; note sous Cass. soc., 22 févr. 2017, n°15-26.075, *Gaz. Pal.*, 2017, n°17, p. 59-60
- « Le juge ne doit pas appliquer une autre règle de prescription abrégée que celle invoquée par le défendeur », note sous Cass. soc.,



6 juill. 2016, n°15-11.138, *Gaz. Pal.* 2016, n°42, p. 61-62

- « L'absence d'identité de parties en raison du défaut de qualité à agir du comité d'entreprise », note sous Cass. soc., 13 juill. 2016, n°15-14.801, *Gaz. Pal.* 2016, n°42, p. 62-63
- « L'incidence du respect des délais de consultation du comité central d'entreprise sur la recevabilité de sa demande », note sous Cass. soc., 21 sept. 2016, n°15-13.363, *Gaz. Pal.* 2016, n°42, p. 64-65
- « Le défaut de qualité pour agir d'une salariée pour solliciter la révision des modalités de calcul des cotisations versées par l'employeur », note sous Cass. 2e civ., 17 déc. 2015, n°14-29.125, *Gaz. Pal.* 2016, n°18, p. 57-58
- « L'appréciation de la nullité pour vice de fond tiré du défaut de pouvoir du représentant en justice d'un syndicat », note sous Cass. soc., 26 janv. 2016, n°14-11.992, *Gaz. Pal.* 2016, n°18, p. 63-64
- « L'appréciation de l'impartialité lorsqu'un ascendant du salarié appartient à la même section que les conseillers prud'hommes devant trancher le litige », note sous Cass. soc., 13 janvier 2016, n°14-21.803, *Gaz. Pal.* 2016, n°18, p. 69-70
- « Précisions utiles sur le domaine de la règle de l'unicité de l'instance en cas de transmission universelle du patrimoine entre deux sociétés », note sous Cass. soc., 22 sept. 2015, n°14-11.321, *Gaz. Pal.*, 2016, n° 6, p. 59-61
- « L'appréciation du trouble manifestement illicite par le juge des référés en cas de licenciement lié à la dénonciation de faits de harcèlement moral », note sous Cass. soc., 25 nov. 2015, n°14-17.551, *Gaz. Pal.*, 2016 n° 6, p. 71-72
- « La preuve nécessaire par l'employeur du refus de la salariée d'exécuter son travail », note sous Cass. soc. 17 nov. 2015, n°14-17.969, *Gaz. Pal.*, 2016 n° 6, p. 68-69
- « L'extension de l'effet interruptif de la prescription d'une action à l'autre en cas d'identité de contrat de travail », note sous Cass. soc., 22 sept. 2015, n°14-17.895, *Gaz. Pal.*, 2015, n° 356, p. 24-25
- « La conception restrictive du principe selon lequel nul ne peut se contredire au détriment d'autrui », note sous Cass. soc., 22 sept. 2015, n°14-16.947, *Gaz. Pal.*, 22 décembre 2015 n° 356, p. 25-26
- « Les incidences de l'effet dévolutif de l'appel sur la liquidation de l'astreinte », note sous Cass. soc., 20 oct. 2015, n°14-10.725, *Gaz. Pal.*, 2015 n° 356, p. 39-40
- « L'annulation d'une transaction réglant les conséquences d'une rupture conventionnelle du contrat de travail », note sous Cass. soc.,



25 mars 2015, n°13-23.368, *Gaz. Pal.*, 2015, nos 263-265, p. 17-18

- « La confirmation de la dispense pour les avocats d'avoir un pouvoir spécial pour concilier », note sous Cass. soc., 10 juin 2015, n°14-11.814, *Gaz. Pal.*, 2015, n°s 263-265, p. 23-24
- « L'exigence de motivation sous surveillance étroite », note sous Cass. soc., 2 juill. 2015, n°13-26.437, *Lexbase Hebdo – Édition sociale*, 2015, n°612
- « La recevabilité de l'intervention volontaire des salariés dans le cadre d'une procédure collective », obs. Cass. com., 2 juin 2015, n°13-24.714, *JCP G*, 2015, n°25, act. 723, p. 1204
- « Le régime singulier des voies de recours ouvertes contre les décisions de la commission arbitrale des journalistes », note sous Cass. soc., 15 avril 2015, n°13-27.759, *Gaz. Pal.*, 2015, n°s 165-167, p. 33-34
- « Le salarié doit prouver que les documents de l'entreprise sont strictement nécessaires à l'exercice des droits de la défense », note sous Cass. soc., 31 mars 2015, n°13-24.410, *Gaz. Pal.*, 2015, n°s 165-167, p. 25-26
- « Les implications de la succession d'une action provisoire et d'une action au fond pour lutter contre un harcèlement moral », note sous Cass. soc., 9 déc. 2014, n°13-16.045, *Gaz. Pal.*, 2015, n°s 67-69, p. 35-36
- « Les incidences de l'impartialité devant les juridictions prud'homales », note sous Cass. soc., 2 déc. 2014, n°13-16.717, et Cass. soc., 19 nov. 2014, n°13-16.718, *Gaz. Pal.*, 2015, n°s 67-69, p. 27-29
- « La théorie de l'émission appliquée à la formation d'une demande en justice valant demande de liquidation de pension », note sous Cass. soc., 19 novembre 2014, n°13-22.360, *Gaz. Pal.*, 2015, n°s 67-69, p. 21-22
- « L'adieu aux élections prud'homales », note sous Cons. const., décision n° 2014-704 DC, du 11 déc. 2014, *Lexbase- Édition sociale*, 2014, n°596
- « L'absence d'incidence sur la compétence du conseil de prud'hommes de la délivrance d'un certificat par un organisme de sécurité sociale étranger », note sous Cass. soc. 29 sept. 2014, n°13-15.802, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 355-357, p. 34-35
- « Le maintien d'une interprétation critiquable de la règle de l'unicité de l'instance », Note sous Cass. soc., 21 octobre 2014, n°13-19.786, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 355-357, p. 31-32
- « Le juge d'appel doit vérifier si la demande était justifiée lorsque le




juge des référés a statué », note sous Cass. soc., 21 janvier 2014, n°12-20.757, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 250-252, p. 33-34

- « Le contrôle de la motivation de l'ordonnance de la formation de référé du conseil de prud'hommes », note sous Cass. soc., 12 juin 2014, n°13-11.679, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 250-252, p. 30-31
- « L'inexécution d'une décision exécutoire par l'employeur constitue un trouble manifestement illicite », note sous Cass. soc., 4 juin 2014, n°13-14.605, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 250-252, p. 29-30
- « La recevabilité de l'appel formé contre un jugement statuant sur le refus de l'AGS de régler une créance », note sous Cass. soc., 26 mars 2014, n°12-27.138, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 145-147, p. 43-44
- « L'exécution sans réserve d'un jugement assorti partiellement de l'exécution provisoire vaut acquiescement », note sous Cass. soc., 21 janvier 2014, n°12-18.427, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 145-147, p. 42-43
- « On ne badine pas avec l'impartialité », note sous Cass. soc. 8 avr. 2014, n°13-10.209, *Lexbase Hebdo- Édition sociale*, 2014, n°569
- « Le contrôle des conditions de l'arrêt de l'exécution provisoire d'un jugement ordonnant la réintégration d'un salarié », note sous Cass. soc., 26 nov. 2013, n°12-18.447, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 68-70, p. 45-46
- « Les effets sur l'instance d'appel de l'inexécution d'une décision assortie de l'exécution provisoire », note sous Cass. soc., 15 oct. 2013, n°12-23.854, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 68-70, p. 44-45
- « L'omission de statuer du juge ne motivant pas le rejet de toutes les demandes », note sous Cass. soc., 9 oct. 2013, n°12-12.113, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 68-70, p. 40-41
- « Les liaisons dangereuses du désistement et de la procédure prud'homale », note sous Cass. soc., 21 janv. 2014, n°12-20.264, *Lexbase Hebdo - Édition sociale*, n°559
- « Il ne faut pas sauver la règle de l'unicité de l'instance », note sous CA Colmar, Ch. soc., section A, 5 décembre 2013, RG n°12/01893, et CA Poitiers, Ch. soc., 11 déc. 2013, RG 12/04505, *CSB*, n°260, p. 109-112
- « Les incidences des exigences du procès équitable sur la rupture du contrat de travail », note sous Cass. soc., 18 déc. 2013, n°12-27.383, *Lexbase Hebdo - Édition sociale*, n°554
- « Le pouvoir disciplinaire de l'employeur face aux exigences du procès équitable », note sous Cass. soc., 9 oct. 2013, n°12-17.882, *RDT*, 2014, n°1, p. 58-61
- « Les pièges persistants de la règle de l'unicité de l'instance », note sous Cass. soc., 25 sept. 2013, n°12-13.965, *Dr. soc.*, 2014, n°1, p.



64-67

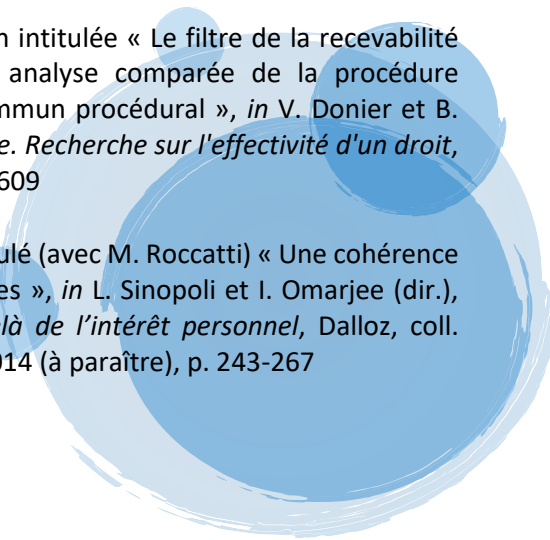
- « Les questions procédurales posées par l'ouverture de magasins le dimanche », note sous Cass. soc., 10 juill. 2013, n°12-12.181, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 342-344, p. 37-38
- « L'influence de la connaissance de la convention collective applicable dans l'entreprise sur le point de départ de la prescription », note sous Cass. soc., 25 sept. 2013, n°11-27.693, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 342-344, p. 22-23
- « L'identification délicate du juge compétent », note sous Cass. soc., 29 mai 2013, n°11-20.074, *Dr. soc.*, 2013, n°9, p. 764-766
- « Les effets de l'article 528-1 du Code de procédure civile après une ordonnance de référé », note sous Cass. 2e civ., 6 juin 2013, n°12-21.683, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 244-246, p. 41-42
- « Le contrôle précis de l'objet d'une transaction », note sous Cass. soc., 24 avril 2013, n°11-15.204, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 244-246, p. 26-27
- « La radiation de l'instance prud'homale n'implique pas la perte de l'effet interruptif de la prescription d'une demande en justice », note sous Cass. 1re civ., 10 avr. 2013, n°12-18.193, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 244-246, p. 35-36
- « L'influence de l'action d'un candidat aux élections sur la recevabilité de l'action d'un syndicat », note sous Cass. soc., 27 févr. 2013, n°11-60.195, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 144-145, p. 17-18
- « L'appréciation de l'intérêt collectif de l'action d'un syndicat », note sous Cass. soc., 12 févr. 2013, n°11627.689, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 144-145, p. 15-16
- « La règle de l'unicité de l'instance suppose une demande formée devant le juge prud'homal », note sous Cass. soc., 18 déc. 2012, n°11-13.813, *Dr. soc.*, 2013, n°3, p.290-291
- « Une transaction ne peut avoir pour objet de mettre fin à un contrat de travail », note sous Cass. soc., 15 déc. 2012, n°11-15.471, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 67-68, p. 35
- « La compétence du conseil de prud'hommes pour trancher un litige relatif à l'octroi d'actions à un salarié », note sous Cass. soc., 11 sept. 2012, n°11-26.045, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 342-343, p. 33-34
- « Le contrôle des conditions des actions des syndicats professionnels », note sous Cass. soc., 11 sept. 2012, n°11-22.014, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 342-343, p. 29-30
- « La saisine du juge prud'homal n'interdit pas systématiquement une saisine postérieure du juge pénal », note sous Cass. crim., 4



sept. 2012, n°11-86.911, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 342-343, p. 31-32

- « Le juge examine les demandes selon l'ordre fixé par les parties », note sous Cass. soc., 26 sept. 2012, n°11-14.742, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 342-343, p. 41-42
- « Le cadre précis de l'arrêt de l'exécution provisoire de droit d'une décision du bureau de conciliation ordonnant une provision sur salaire », note sous Cass. soc., 12 avr. 2012, n°11-14.896, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 253-255, p. 20-21
- « L'incompétence du conseil de prud'hommes pour trancher un litige opposant un salarié à un organisme se substituant aux obligations légales de l'employeur », note sous Cass. soc., 5 avr. 2012, n°11-14.020, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 253-255, p. 28-29
- « L'indispensable déclaration d'appel pour attaquer un jugement de sursis à statuer », note sous Cass. soc., 13 juin 2012, n°11-12.913, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 253-255, p. 42-43
- « Le renforcement de la péremption en matière prud'homale », note sous Cass. soc., 28 fév. 2012, n°10-26.562, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 146-147, p. 34-35
- « L'impartialité d'une cour d'appel ne s'apprécie pas comme celle d'un conseil de prud'hommes », note sous Cass. soc., 10 janv. 2012, n°10-28.027, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 146-147, p. 35-36
- « Violation d'une transaction réglant les conséquences de la rupture du contrat de travail : compétence du juge prud'homal », note sous Cass. com., 15 nov. 2011, n°10-26.028, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 62 à 63, p. 28
- « L'hostilité de la procédure prud'homale envers l'arbitrage », note sous Cass. soc., 30 nov. 2011, n°11-12.905, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 62 à 63, p. 29
- « Le renouveau de la règle de l'unicité de l'instance », note sous Cass. soc., 16 nov. 2010, n°09-70.404, *Recueil Dalloz*, 2011, n°3, p. 227-231

Projets collectifs

- Rédaction d'une contribution intitulée « Le filtre de la recevabilité des demandes nouvelles : analyse comparée de la procédure prud'homale et du droit commun procédural », in V. Donier et B. Lapérou (dir.), *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, spéc. p. 596-609
 - Rédaction d'un chapitre intitulé (avec M. Roccatti) « Une cohérence issue des stratégies judiciaires », in L. Sinopoli et I. Omarjee (dir.), *Les actions en justice au-delà de l'intérêt personnel*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2014 (à paraître), p. 243-267
- 



Colloques

- Intervention sur « Départage ou échevinage, telle est la question », lors d'un colloque organisé à l'Université de Caen Normandie (mai 2022). Le thème du colloque était *La réception de la nouvelle procédure prud'homale par les acteurs du procès du travail*. Publication *Lexbase Hebdo édition sociale n°914 du 14 juillet 2022 : Procédure prud'homale*
- Intervention sur « Voyage du juge depuis Hypérion : entre une IA conseillère et conquérante » lors d'un colloque organisé à l'Université Sorbonne Paris Nord (novembre 2019). Le thème du colloque était *Sciences et Sens de l'Intelligence Artificielle*. Publication G. Julia (sous dir.), *Sciences et Sens de l'Intelligence Artificielle*, Dalloz, 2020, p. 131-144
- Intervention sur « L'encadrement juridique du contrat d'apprentissage visant à favoriser la formation en alternance » lors de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs à la Faculté de Droit de l'Université d'État de Biélorussie (septembre 2018). Le thème de l'atelier était *La jeunesse et la loi*.
- Intervention sur « Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié » (avec D. Mari et D. Medjahed) lors d'un colloque organisé à l'Université de Caen Normandie (mai 2017). Le thème du colloque était *La rupture du contrat de travail*. Publication à la revue *Droit ouvrier*, 2017, n° 829, p. 456-468
- Intervention sur « Passé, présent et futur de la règle de l'unicité de l'instance » lors d'un colloque organisé à l'Université d'Aix-Marseille (juin 2016). Le thème du colloque était *Réforme de la justice prud'homale : état des lieux et questions d'actualité*. Publication à la revue *Semaine Juridique Social* 2016, n°34, p. 26-31
- Intervention sur « La réforme des juridictions prud'homales au regard du droit à un procès équitable » lors d'un colloque organisé à l'Université de Bordeaux (mars 2016). Le thème du colloque était *Droits fondamentaux et contentieux sociaux*. Publication à la revue *Droit ouvrier* 2016, n°816, p. 387-399
- Intervention sur « Les freins à la mise en œuvre des mesures d'instruction en droit du travail » (avec N. Hoffschir) lors d'une journée d'études organisée par l'Université Paris Nanterre (décembre 2015). Le thème de cette journée d'études était *Les freins à la lutte contre les discriminations*. Publication à la *Revue des droits de l'homme* [En ligne], 9 | 2016, mis en ligne le 07 mars 2016, URL : <http://journals.openedition.org/revdh/2053>
- Intervention sur « Le juge de la mise en état » (avec E. Tessereau) lors d'un colloque organisé à l'Université Caen Normandie (novembre 2015). Le thème du colloque était *L'instruction du procès*



civil. Publication à la *Gazette du Palais*, 2015, nos 359-363, p. 15-20

- Intervention sur « Les obligations de l'employeur en application du droit à un environnement sain » lors de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs à la Faculté de Droit de l'Université d'État de Biélorussie (juin 2015). Le thème de l'atelier était *Le droit à un environnement sain : délimitations et implication*.
- Intervention sur « Les difficultés de financement de l'accès au juge » lors de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs à la Faculté de Droit de l'Université d'État de Biélorussie (juin 2013). Le thème de l'atelier était *Les missions prioritaires de l'Etat de notre temps : le financement de l'Etat social, le développement de l'économie nationale, la garantie de la sécurité, de la protection juridique et des libertés des citoyens*.
- Intervention sur « L'harmonisation progressive du droit des relations individuelles du travail dans l'Union européenne » lors de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs à la Faculté de Droit de l'Université d'État de Biélorussie (juin 2012). Le thème de l'atelier était *Harmonisation des systèmes juridiques nationaux et intégration régionale : état de lieux et perspectives*.
- Intervention sur « La conciliation comme mode de résolution des litiges individuels du travail en droit français » lors de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs à la Faculté de Droit de l'Université d'État de Biélorussie (juin 2011). Le thème de l'atelier était *Formes et règles des modes alternatifs de résolution des conflits en Biélorussie, en France et en Allemagne*.

Direction scientifique de colloques et séminaires

Mai 2022

Co-directeur scientifique (avec V. Mikalef-Toudic) du colloque consacré à « La réception de la nouvelle procédure prud'homale par les acteurs du procès du travail » • Université Caen Normandie

Mai 2017

Co-directeur scientifique (avec V. Mikalef-Toudic) du colloque consacré à « La rupture du contrat travail » • Université Caen Normandie

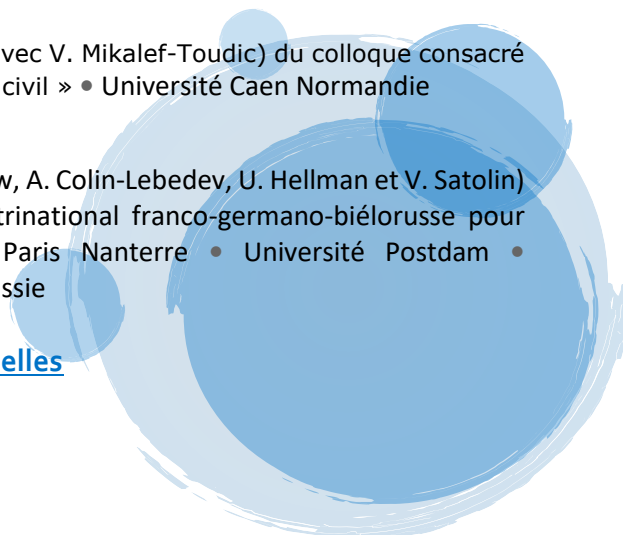
Novembre 2015

Co-directeur scientifique (avec V. Mikalef-Toudic) du colloque consacré à « L'instruction du procès civil » • Université Caen Normandie

Depuis 2014

Co-directeur (avec K. Peglow, A. Colin-Lebedev, U. Hellman et V. Satolin) de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs • Université Paris Nanterre • Université Postdam • Université d'État de Biélorussie

Formations professionnelles





- Demi-journée de formation de conseillers prud'hommes intitulée *Sens et portée de l'oralité devant les conseils de prud'hommes*. Journée organisée par l'Institut des Sciences Sociales du Travail de l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne (Octobre 2022)
- Demi-journée de formation de magistrats, « Le juge de la mise en état », Formation Organisée par l'École Nationale de la Magistrature à Paris (Novembre 2016)
- Journée de formation de conseillers prud'hommes, direction d'un atelier intitulé « Pour une procédure prud'homale plus efficace », rassemblement national des conseillers CFDT intitulé *Prud'hommes 2014 : les défis de demain* (Décembre 2014)
- Journée de formation de conseillers prud'hommes concernant la règle de l'unicité de l'instance. Journée organisée par l'Institut des Sciences Sociales du Travail de l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne (Octobre 2011)

